

PROCESSUS DE CONVERGENCE REGIONALE ET POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT : CAS DE LA TUNISIE

GHARBI M. NEJIB¹

Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser le processus de convergence régional en Tunisie durant les quatre dernières décennies de développement. En prenant appui sur les méthodes récemment développées de l'analyse exploratoire des données spatiales, les systèmes productifs régionaux font l'objet d'étude des disparités. Nous dressons un inventaire de la localisation des activités et de la spécialisation des régions sur la base d'indicateur d'évolution structurelle. Les résultats montrent que le processus de convergence est faible malgré une légère tendance de redressement dégagée durant la quatrième décennie de développement. L'étude tente de rendre compte de l'évolution des politiques de développement régional et de dégager les obstacles qui ont contribué à la faiblesse du processus de convergence.

Mots clés : convergence, disparités régionales et politique de développement.

Introduction

L'intégration internationale des pays sous développés dans un contexte favorisant la spécialisation mondiale a affecté leur niveau général d'activité économique et a transformé sa nature. En Tunisie l'adoption de plan d'ajustement structurel (PAS) génère, depuis les années 80 (troisième décennie de développement), de nouvelles transformations socio-économiques. Elles ont affecté le processus de développement de long terme qui est lié au processus de convergence.

Actuellement, les travaux sur la convergence des économies nationales ou régionales se sont multipliés dans la littérature macroéconomique avec le phénomène d'élargissement de l'union Européenne, de globalisation et de libre échange. La question fondamentale qui se pose est de savoir si la croissance des régions défavorisées est suffisamment importante pour que leur niveau de revenu ou de production par tête puisse converger vers ceux des régions favorisées. La réponse à cette question nécessite l'évaluation du processus de convergence et l'analyse de ses facteurs et ses mécanismes ?

Les travaux actuels sur le phénomène de convergence des pays et des régions se basent généralement sur la théorie néo-classique. C'est la théorie de convergence traditionnelle qui suppose que les différents pays ou régions possèdent les mêmes préférences, l'accès égal au savoir technologique, organisationnel et institutionnel, l'immobilité et le rendement d'échelle constant du capital (SOLOW, 1956). La convergence traditionnelle implique, à long terme, la conformité du taux de croissance du revenu ou de la production pour les différentes régions. Ce taux est supposé être exogène.

¹ Maître Assistant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis (FSEGT). Laboratoire de modélisation économique et applications (MEA)

L'évolution des économies des pays pauvres durant les dernières décennies n'a pas confirmé les conclusions du modèle de croissance néoclassique qui a été critiqué par la théorie de la croissance endogène (ROMER , 1986 ; LUCAS, 1988 et AGLIAN et HOWITT 1992) . Les modèles de croissance endogène ont tenté d'expliquer le taux de croissance de long terme et ont montré, contrairement au modèle néoclassique, que les inégalités des produits par tête des pays ou des régions ont tendance à persister voire même à s'aggraver dans le long terme.

La notion de convergence entre les pays est élargie à des sous ensembles de pays et à des régions au sein d'un pays. Les modèles économétriques se sont développés pour essayer de tester l'hypothèse de convergence à fin de valider l'une des théories.

Les difficultés empiriques pour vérifier la théorie traditionnelle de convergence ont mis en évidence les critiques de ses fondements de base au niveau de la répartition inégalitaire du savoir et de la mobilité du capital surtout entre les différentes régions d'un pays (BARRO R. J. et X. SALA-I-Martin 2003). Ces difficultés ont donné naissance à plusieurs types de convergence et ont souligné l'importance de la politique de développement dans ce processus.

La multiplicité des définitions de la notion de convergence provient essentiellement des études empiriques. En effet, les modèles économétriques mettant en relation le taux de croissance moyen du PIB par tête et le niveau initial du PIB par tête permettent d'étudier la significativité de la convergence et de calculer la vitesse de convergence. En introduisant des variables qui différencient les régions, ces modèles permettent aussi de tester la convergence conditionnelle (la δ -convergence) et définir des clubs de convergence. Les modèles de convergence stochastique reposent sur la propriété de stationnarité des séries temporelles quand les écarts des PIB par tête tendent vers zéro (BERNARD A. B. and DURLAUF S.N., 1996)

En Tunisie l'analyse de la convergence nous permettra de savoir si la croissance des régions de l'intérieur du pays est suffisamment importante pour qu'elle puisse converger vers les mêmes niveaux de revenu ou de production par tête des régions littorales.

Contrairement à la théorie de convergence, la théorie de croissance endogène montre que les avantages initiaux des régions favorisées se renforcent au cours du temps. Le phénomène de polarisation affecte la croissance et permet de comprendre la formation des disparités régionales. L'interaction de la croissance avec les disparités régionales montre la liaison entre le processus de convergence et les disparités régionales.

Les méthodes récemment développées de l'analyse exploratoire des données spatiales (ANSELIN L. 1993) ont approché la convergence à partir de la description de la dynamique géographique de la croissance des régions. L'analyse de l'évolution des disparités régionales, nous permettra dans ce cadre, d'apporter un éclairage nouveau sur la mesure habituelle de la δ -convergence. Dans cet article, nous essayons d'analyser la convergence à partir des schémas de la répartition régionale des activités et de l'évolution des systèmes productifs régionaux.

En Tunisie, la conception de la stratégie de développement a réellement commencé peu après l'indépendance avec la première perspective décennale allant de 1962 à 1971. la première stratégie de développement est largement inspirée de la théorie des « industries industrialisantes » de DEBERNIS qui ramène la notion de polarisation de François PEROUX à l'industrialisation. Cette stratégie conçoit la réduction des disparités régionales par la création de pôles de croissance se traduisant par l'implantation des unités industrielles dans

quelques régions. Les complexes industriels rayonnant sur l'ensemble des régions dans les quelles ils étaient implantés entraîneront, en amont et aval, la création et le développement d'autres activités économiques. Le développement polaire génère des effets d'entraînement locaux et des effets d'entraînement globaux. ENGLMANN F. C. et WALZ U. (1995) et BAUMONT (2000) parlent d'effets de débordement. Le premier type d'effets renforce le phénomène de polarisation et le développement inégal des régions alors que le deuxième type d'effets permet aux autres régions de bénéficier des effets de la croissance. La répartition inégale des activités au départ favorise par la suite la réduction des disparités et l'amélioration du processus de convergence. C'est dans ce cadre que nous examinons le processus de convergence en Tunisie et les effets des actions de développement régional sur ses mécanismes. En d'autres termes, nous analyserons aussi, la contribution de la politique de développement régional dans le processus de convergence à partir de ses effets sur l'évolution des disparités régionales.

L'analyse de la convergence vise d'abord à reconnaître et à évaluer les conséquences de la mondialisation sur les systèmes productifs régionaux. Elle vise aussi à détecter et à examiner les systèmes les plus fragiles qui pourraient affecter le processus de convergence ou constituer un obstacle à son évolution.

Au niveau régional, le plan d'ajustement structurel (PAS) et la mondialisation ont provoqué, en Tunisie, une évolution hétérogène des systèmes productifs. La politique de développement régional de la troisième et quatrième stratégie liées au PAS est focalisée sur les moyens et les mesures d'incitations au développement des régions défavorisées (déconcentration administrative et industrielle). L'objectif de ce travail est d'essayer d'analyser les tendances de l'hétérogénéité de cette évolution dans l'économie tunisienne et voir si elle a réduit ou accentué les disparités régionales.

Tout d'abord, nous mesurons l'évolution du processus de convergence sur la période d'application du PAS, à travers l'étude de la formation et la transformation des systèmes productifs régionaux. Les changements des systèmes productifs régionaux sont analysés à partir de la tendance à la spécialisation des régions, de l'évolution de la localisation et de la mobilité des activités. Ensuite nous examinons l'impact de la politique de développement sur l'évolution du processus de convergence. Les effets qu'on veut analyser sont ceux des différentes politiques de développement correspondantes aux différentes phases d'application du PAS sur le processus de convergence. Il ne s'agit pas, dans ce cadre, d'analyser les mécanismes des effets théoriques du PAS, mais de dégager ses effets théoriques et d'étudier ses effets empiriques de long terme sur la formation et la transformation des systèmes productifs régionaux.

I Evolution du processus de convergence

Comme toute analyse empirique, le problème d'existence et de fiabilité des données régionales réduit notre étude à une analyse tendancielle de la convergence. L'absence de données fiables sur le revenu régional, le nombre d'établissements et la valeur ajoutée favorise l'utilisation de l'emploi comme indicateur de la répartition spatiale de l'activité économique malgré ses limites. La nature des emplois et la précarité des situations se traduisant par la coexistence des différents types d'emploi (informel, structuré, traditionnel et saisonnier), les méthodes d'enquêtes de l'INS qui se font à domicile et non sur le lieu du travail et les mutations technologiques réduisent la pertinence de l'observation régionale des activités économiques par cet indicateur. L'accroissement de l'emploi s'accompagne par

l'évolution des systèmes productifs qui se manifeste par des modifications de l'importance relative des branches d'activité.

Au niveau national, l'évolution du système productif pourrait être appréhendée par le tableau n°1 (en annexe) représentant les changements dans la répartition de l'emploi des branches d'activité sur les quatre années 1975, 1984, 1994 et 2004. Ces quatre années qui se réfèrent aux différents recensements correspondent approximativement aux périodes d'avant application du PAS (1975 – 1984), de stabilisation (1984- 1994) et d'après la stabilisation (1994-2004).

Avant l'application du PAS, le système productif national a été caractérisé par la confirmation du rôle des branches d'activité du « Bâtiment » et des « services sociaux » avec une augmentation relative de 6% entre 1975 et 1984 (tableau n°1 en annexe). En période de crise ces branches génèrent souvent des emplois informels, généralement occasionnels et parfois improductifs dans l'administration. Cette confirmation s'est faite essentiellement au dépend des quatre branches d'activité : « mines », « industries textiles », « commerce » et « hôtellerie ».

Durant la période de stabilisation, la branche d'activité des « services sociaux » a continué sa confirmation en suivant la tendance de la période précédente. Les branches d'activité du « commerce » et de « l'hôtellerie » se sont confirmées aussi avec une augmentation relative de 8.1% de l'emploi entre 1984 et 1994. Cette confirmation constitue un redressement de la tendance à la baisse de la période précédente. La crise mondiale des années quatre vingt et les orientations stratégiques liées au PAS ont remodelé la structure du système productif tunisien. En 2004, on relève le « déclin » continu des activités de l'industrie textile (-1,9% par rapport à 1994), un fléchissement relatif du soutien des activités du « bâtiment »(16%), une expansion des activités des « services sociaux », le redressement du « commerce » et le retour à l'encouragement de l'activité permettant le développement du tourisme.

Les mutations spatiales caractérisant le processus de convergence sont analysés à partir de l'évolution des systèmes productifs régionaux, qui seront caractérisés dans des tableaux de contingence (similaires au tableaux n°2 en annexe) relatifs aux différentes périodes étudiées. L'analyse du tableau de contingence spatial des activités économiques montre que les systèmes productifs régionaux en 2004 ne sont pas conformes au schéma national (tableau n°2 en annexe)

En effets :

- la confirmation de l'importance relative de la branche d'activité des « services sociaux et administration » n'a pas touché les régions du Centre et du Sud-Est.
- L'expansion des activités du « commerce » a été généralisée à toutes les régions à l'exception du Sud-Ouest.
- l'activité du tourisme a eu une tendance à se disperser dans l'espace national dans la mesure où on a observé des augmentations de son importance dans les régions qui ne sont pas traditionnellement touristiques notamment les régions du Sud-Est et du Centre-Est.
- Le « déclin » des activités des « industries textiles et cuir » a touché les régions de l'Ouest du pays.
- L'activité du « bâtiment et travaux publics » est importante dans les régions défavorisées notamment à l'Ouest du pays et dans la région du Sud-Est

Pour éviter un commentaire trop analytique et extraire rapidement l'essentiel de l'information sur l'évolution des systèmes productifs représentée dans ces tableaux de contingence spatiale, on essaiera de synthétiser les données par des indices (coefficient de spécialisation, quotient et coefficient de localisation)² qui retracent les tendances à la concentration ou à la dispersion des activités.

a) La convergence des quotients de localisation

L'analyse des quotients de localisation permet de repérer très rapidement les localisations préférentielles des branches d'activité dans une région déterminée alors que ses évolutions retracent le sentier de la sur-représentation de l'activité dans la région.

La lecture verticale du tableau (quotient de localisation) révèle l'extrême variabilité du degré de diversification industrielle selon les régions. Nous constatons que les activités sont plus nombreuses dans les régions littorales. C'est dans les régions du Nord-Est, du Centre-Est et du Sud-Est que se multiplient les activités dont le poids de chacune dans le total des emplois industriels de la région excède celle de la même activité dans le total national comme le montre le tableau suivant :

Tableau n° 3 : Evolution des quotients de localisation des régions littorales

Région	Année	Ban.	Mines	Chim	Hotel	BTP	Text	I.Man	Tran	Com
Nord Est	1975	2,00	0,67	1,02	1,11	0,78	0,60	1,10	1,25	1,08
	1984	1,83	0,75	0,98	1,05	0,72	0,89	1,08	1,09	1,05
	1994	1,78	0,85	0,93	0,98	0,68	0,92	1,06	1,13	0,97
	2004	1,77	0,90	0,97	0,96	0,71	1,00	1,03	1,07	0,99
Centre Est	1975	0,38	0,53	1,82	1,04	0,95	1,40	1,37	1,04	1,06
	1984	0,51	0,50	1,36	1,20	0,89	1,26	1,38	1,02	1,04
	1994	0,54	0,74	1,41	1,20	0,83	1,53	1,45	0,89	1,00
	2004	0,48	0,70	1,13	1,12	0,91	1,71	1,45	0,88	0,95
Centre Est	1975	0,70	0,29	1,18	1,78	1,60	1,04	0,69	0,87	0,95
	1984	0,57	0,48	3,26	1,68	1,23	0,84	0,70	1,06	1,07
	1994	0,84	0,45	2,74	1,88	1,09	0,71	0,86	0,98	1,20
	2004	0,95	0,47	2,23	1,81	1,24	0,46	0,71	1,07	1,24

Source : Nos calculs effectués à partir des données statistiques des recensements de l'INS

Dans la région du Nord-Est, les activités de services les mieux représentées sont après les « banques et assurance » (1.77 en 2004), les « services sociaux » et les « services d'entretien et réparation » (1.2) et le « transport et communication ». En revanche, les autres activités de services (« enseignement, santé et administration », « hôtellerie et restauration » et « commerce ») sont moyennement représentées comme le montre le tableau suivant :

² voir les notes à la fin.

Tableau n° 4 : Evolution des quotients de localisation de la région du Nord Est

	1975	1984	1994	2004
Banques	2,00	1,83	1,78	1,77
A.ser.S	1,18	1,34	1,23	1,16
Rép serv	1,36	1,30	1,15	1,21
Trans	1,25	1,09	1,13	1,07
Hotel	1,11	1,05	0,98	0,96
Commerce	1,08	1,05	0,97	0,99
En sa ad	1,12	1,08	1,07	0,99

Source : Nos calculs effectués à partir des données statistiques des recensements de l' INS

Par contre, le nombre de branches d'activité concentrées se réduit à une seule activité dans les régions du Centre et Sud-Ouest et à deux dans la région du Nord-Ouest comme le montre le tableau suivant :

Tableau n° 5 : Evolution des quotients de localisation des régions de l' intérieur

Région	Année	Mines	Ban.	Chim	Hotel	BTP	Text	I.Man.	Tran	Com
Nord Ouest	1975	1,55	0,26	0,13	0,52	1,26	1,16	0,44	0,56	0,83
	1984	1,13	0,33	0,12	0,63	1,40	1,11	0,55	0,71	0,81
	1994	0,92	0,32	0,11	0,63	1,69	0,56	0,50	0,94	0,98
	2004	0,91	0,38	0,51	0,76	1,51	0,41	0,52	0,95	0,95
Centre Ouest	1975	0,56	0,17	0,12	0,45	1,31	1,54	0,98	0,57	0,90
	1984	0,37	0,17	0,12	0,49	1,89	0,94	0,86	0,84	0,88
	1994	0,48	0,23	0,12	0,43	1,90	1,05	0,62	0,75	0,99
	2004	0,51	0,24	0,19	0,42	1,83	0,42	0,64	0,91	1,13
Sud Ouest	1975	4,50	0,20	0,51	0,97	1,07	1,03	0,42	0,82	0,80
	1984	6,28	0,18	0,25	0,61	0,96	0,85	0,39	1,06	1,00
	1994	4,66	0,37	0,80	0,91	1,08	0,41	0,40	1,14	1,00
	2004	4,93	0,31	0,93	0,88	1,10	0,34	0,42	1,07	0,81

Source : Nos calculs effectués à partir des données statistiques des recensements de l' INS

Les disparités économiques entre le littoral et l'intérieur sont les plus manifestes. L'intérieur du pays est non seulement moins industrialisé mais il possède proportionnellement moins d'activités entraînant (au sens de l'analyse systémique), capables de stimuler un processus de développement régional. Nous pouvons également prolonger l'étude des structures industrielles en examinant les activités tertiaires. Nous remarquerons d'abord que les activités de services sont, d'une façon générale, plus fortement implantées dans la région du Nord-Est et plus précisément à Tunis que dans les autres régions. Mis à part les activités du commerce et de l'enseignement, santé et administration, qui sont moyennement représentées sur l'ensemble du territoire, toutes les autres activités de services ou presque sont sous-

représentées dans l'Ouest du pays (« banques et assurances », « réparation et services d'entretien » ...etc.

L'analyse du tableau des quotients de localisation des activités industrielles fait apparaître des disparités remarquables entre le littoral et l'intérieur du pays. Cette analyse montre que le secteur secondaire est moins développé à l'Ouest du pays qu'à l'Est. En effet, l'activité la plus représentée aussi bien dans le Centre-Ouest que le Nord-Ouest est l'activité du « bâtiment et des travaux publics ». C'est une activité qui reste traditionnelle dans ces régions et qui génère beaucoup de travail informel et occasionnel. L'activité des « mines et énergie » est concentrée dans la région du Sud-Ouest. Au Sud-Est, avec la création du pôle des ICM de Gabès, l'industrie chimique reste l'activité la plus représentée dans la région avec un niveau plus faible que celui du Sud-Ouest. Le développement de l'activité hôtelière à Djerba augmente l'importance de la représentativité relative de l'activité dans la région et diminue par conséquent la sur-représentativité de l'activité chimique.

Les contrastes de la représentativité ne sont pas uniquement entre le littoral et l'intérieur du pays, mais ils sont aussi entre les différentes régions de chaque partie. Les résultats dégagés dans le tableau (Quotient de localisation) montrent que :

- la branche d'activité des « mines et énergie » est sur-représentée uniquement dans la région du Sud-Ouest : mines à Oum Laaraies, Mdilla, Rdaïef ...etc,
- la branche d'activité des « bâtiment et des travaux publics », qui ne pourrait pas facilement transformer les structures productives régionales lorsqu'elle utilise des emplois informels et saisonniers, est sur-représentée dans les régions les plus défavorisées (Centre-Ouest et Nord-Ouest). Au Sud-Ouest, cette branche d'activité est moyennement représentée à cause de l'importance relative de l'emploi dans les mines,
- à l'exception de ces deux branches d'activité, la région du Nord-Est semble être la plus favorisée : la quasi totalité des activités sont sur-représentées notamment la branche d'activité des « banques et assurances », des « industries mécaniques » et des « services sociaux ».
- la région du Centre-Est est aussi favorisée que le Nord-Est : les activités industrielles (« industries textiles », « industries manufacturières diverses » et « industries chimiques ») et les activités de « l'hôtellerie et restauration » sont sur-représentées.

L'étude de l'évolution du quotient de localisation permet, en plus de la clarification du processus d'industrialisation et de son rôle dans la croissance régionale, d'analyser les tendances des disparités de la structure de l'activité économique.

L'analyse de l'évolution de la concentration des activités révèle la constance de la sur-représentativité des cinq activités suivantes : « mines et énergie », « banques et assurances », « industries chimiques », « hôtellerie et restauration » et « bâtiment et travaux publics ». Seule, l'activité des « industries textiles et cuir » était sur-représentée durant la période de stabilisation et ne l'était pas durant la période précédant l'application du PAS.

L'activité du « bâtiment et travaux publics » a une tendance de sur-représentativité positive avant et durant l'application du PAS. Cette tendance est moins accentuée durant la période de

stabilisation. L'activité des « banques et assurances » a subi négativement les mêmes tendances de sur-représentativité que celle du « bâtiment et travaux publics ».

Les activités des « mines et énergie » et des « industries chimiques » ont subi une hausse du quotient de localisation avant l'application du PAS mais cette tendance est renversée durant la période de stabilisation. Par contre, l'activité de « l'hôtellerie et restauration » a subi une baisse de sur-représentativité avant le PAS et une reprise durant la période de stabilisation.

Avant et après l'application du PAS, les trois activités des « industries mécaniques et électriques », « industries manufacturières diverses » et « matériaux de construction verre et céramique » étaient moyennement représentées. L'activité des « industries alimentaires » enregistre une baisse tendancielle de leur représentativité. Les activités des « transport et communication » et du « commerce » ont suivi la même tendance avant l'application du PAS mais elles se sont redressées durant la période de stabilisation et leur représentativité a augmenté comme le montre le tableau (évolution quotient de localisation).

b) Evolution des coefficients de localisation

Le coefficient de localisation permet de déterminer les modalités caractéristiques des régions qui présentent des répartitions spatiales atypiques par rapport au profil de l'ensemble du pays. Le coefficient de spécialisation permet de déterminer les régions qui présentent les plus fortes spécificités par rapport à l'ensemble du pays

Contrairement au quotient de localisation qui nous a permis d'étudier la représentativité d'une activité donnée dans une région donnée, le coefficient de localisation nous permettra de les classer selon leur degré de concentration dans l'espace.

L'évolution des coefficients de la localisation révèle que les activités des « banques et assurances », des « industries chimiques » et des « mines et énergie » sont, à part la dernière activité durant la stabilisation, les activités les plus concentrées dans l'espace, avec des tendances différentes, avant et après l'application du PAS. La forte concentration de l'activité des « banques et assurances » a enregistré une tendance à la baisse avant et pendant la période de stabilisation avec une baisse relative plus importante avant l'application du PAS. Les coefficients de localisation de cette activité durant les trois dernières décennies de développement sont respectivement de 0,42 ; 0,36 et 0,33.

Tableau n°6 : évolution des coefficients de localisation

Année	1975	Année	1984	Année	1994	Année	2004
Banques	0,42	Banques	0,35	Banques	0,33	Banques	0,33
Mines	0,31	Mines	0,31	Ind Chim	0,23	Ind M. Elec	0,22
Ind Chim	0,22	Ind Chim	0,24	Ind M. Elec	0,22	Ind Text	0,18
Ind M. Elec	0,19	Ind M. Elec	0,23	Mines	0,20	Mines	0,18
Ind Text	0,17	B T P	0,15	B T P	0,18	B T P	0,15
I Al Tab	0,16	autres serv	0,15	Ind Manuf.	0,13	Ind Chim	0,13
Rép serv	0,15	Rép serv	0,13	Ind Text	0,13	Ind Manuf.	0,13
Mat. Cons	0,14	Ind Manuf.	0,12	Hotel	0,11	Hotel	0,10
Ind Manuf.	0,13	Hotel	0,11	Mat. Cons	0,11	Mat. Cons	0,09
autres serv	0,12	I Al Tab	0,09	autres serv	0,10	autres serv	0,09
Trans	0,11	Mat. Cons	0,09	Rép serv	0,07	Rép serv	0,09
Hotel	0,11	Ind Text	0,07	I Al Tab	0,06	En sa ad	0,07
B T P	0,11	Trans	0,05	Trans	0,06	I Al Tab	0,04
En sa ad	0,05	En sa ad	0,04	En sa ad	0,06	Trans	0,04

Commerce	0,05	Commerce	0,03	Commerce	0,01	Commerce	0,03
----------	------	----------	------	----------	------	----------	------

Source : Nos calculs effectués à partir des données statistiques des recensements de l'INS

c) Evolution des spécialisations régionales

L'analyse de la représentativité et de la concentration des activités peut être complétée par l'étude de la spécialisation régionale pour déterminer les régions qui présentent les plus fortes spécificités par rapport à l'ensemble du pays. Ces spécificités sont dégagées à partir des indices de spécialisation³. L'analyse et la comparaison des caractéristiques régionales, notamment la nature et la diversité des activités, permettront l'approfondissement de l'analyse des disparités régionales.

Tableau n°7 : évolution du indices de spécialisation régionale

	N.Est	N. Ouest	C. Est	C. Ouest	S. Est	S. Ouest
1975	0,12	0,13	0,11	0,16	0,13	0,18
1984	0,08	0,12	0,08	0,17	0,11	0,17
1994	0,07	0,15	0,10	0,16	0,10	0,17
2004	0,05	0,16	0,11	0,19	0,12	0,19

Source : Nos calculs effectués à partir des données statistiques des recensements de l'INS

Avant l'application du PAS, la tendance à la spécialisation était négative dans la région du littoral alors qu'elle est positive à l'intérieur du pays. La région du Nord-Est qui était faiblement spécialisée avant la crise d'endettement et durant la période de stabilisation se regroupait avant l'application du PAS parmi les régions moyennement spécialisées. La région du Centre –Ouest et du Sud-Est qui ont été moyennement spécialisées avant la crise et durant la période de stabilisation, se classaient parmi les régions les plus fortement spécialisées avant l'application du PAS. Par contre, les régions de l'intérieur du pays qui ont été fortement spécialisées, avant la crise et durant la période de stabilisation, se retrouvent parmi les régions moyennement spécialisées avant l'application du PAS.

L'analyse empirique de l'évolution des systèmes productifs régionaux montre que le processus de convergence est faible. Nous essayerons maintenant d'étudier le rôle de la politique de développement dans l'évolution du processus de convergence. L'analyse se réfère aux trois dernières stratégies de développement (1975 - 1984), (1984- 1994) et (1994-2004). Ces trois périodes correspondent approximativement aux périodes d'avant application du PAS, de stabilisation et d'après la stabilisation.

II. LES EFFETS THEORIQUES GLOBAUX DU PAS ET LES MUTATIONS SPATIALES

Les effets théoriques globaux du PAS sont dégagés des débats alors que les effets régionaux qui sont généralement implicites et très rares dans la littérature économique sont dégagés en se référant aux fondements de base des différentes politiques de développement.

³ Voir « notes » en Annexes

a- Les effets théoriques globaux du PAS

Le PAS est fondé sur le financement extérieur qui prend la forme de mobilisation de fonds d'assistance extérieur ou d'investissements directs étrangers. Il est accordé aux gouvernements qui présentent un programme de gestion efficace de leur économie permettant l'amélioration de la balance des opérations courantes, la réduction des déficits budgétaires et l'accroissement de la productivité globale.

Au début des années 80, les économistes s'interrogeaient sur l'importance du financement extérieur pour sortir les pays en développement de la crise de surendettement. A la fin des années 80, une fois que le programme d'ajustement structurel est généralisé à tous ces pays, ils s'interrogeaient sur l'opportunité de cette opération de financement. Sont-ils, vraiment, les pays en développement qui en profitent ? Répondent-ils, en fin de compte, à leurs besoins internes ou bien sont-ils les pays industrialisés qui veulent soumettre les économies des pays en développement au marché international pour résoudre leurs problèmes ? Au début des années 90, le débat sur le PAS commence à se focaliser sur ses effets de long terme sur la croissance et le développement durable.

Au niveau des deux premières dimensions du débat, les avis des économistes sont partagés d'autant plus que tous les pays ne se situent pas sur le même bord et n'ont pas le même contexte. En Tunisie, le PAS s'est manifesté par la promotion des exportations, la libéralisation des prix internes et des importations, l'instauration de la TVA et l'institution d'un taux de change flexible. Ces mesures ont permis, en quelque sorte, de stabiliser l'économie et d'éviter l'aggravation des déséquilibres au niveau des finances publiques et des paiements extérieurs mais les effets théoriques escomptés semblent être limités. Les rigidités structurelles liées au niveau de développement et des mécanismes biaisés du marché national constituent le principal obstacle de la réussite du PAS. Basé sur la promotion des exportations, le PAS n'a pas pu résoudre les problèmes de la balance des paiements, de la croissance et de l'inflation. Le PAS a stérilisé le rôle de la demande intérieure dans la croissance en l'accusant, si elle s'adresse au marché national, de limiter les ressources pour les exportations et de pratiquer une pression inflationniste interne réduisant la compétitivité des produits sur le marché international. La demande intérieure est accusée aussi d'aggraver l'endettement du pays si elle s'adresse au marché international (BOUZAIENE L. 1992). Pour remédier aux défaillances du PAS, certains économistes préconisent la relance de la demande intérieure par la dynamisation des effets d'entraînement et l'entretien des secteurs clés de l'économie (BEN SLAMA M.) ou bien par le développement du secteur informel en résolvant les problèmes de niveau d'instruction, de production et de progrès technique.

Au niveau de l'opportunité du PAS, certains économistes pensent que c'est un moyen de correction des déséquilibres financiers dans les pays endettés basé sur la création du marché des capitaux pour encourager la participation étrangère et sur la tendance à la limitation du rôle de l'Etat aux fonctions de réglementation dans le secteur financier. D'autres, devant la réduction des investissements publics, la faiblesse des investissements privés dans les industries manufacturières et la persistance de l'inflation et du chômage pensent que le PAS, dans un climat de crise mondiale, est un moyen de pénétration des capitaux étrangers et de soumission des économies sous développés. Selon eux, il a favorisé le bradage des actifs publics, la cession du patrimoine national au capital étranger et la déstabilisation du système financier. La mutation des systèmes financiers a changé le comportement des agents économiques et la banque centrale ne maîtrise plus les instruments de la politique financière et plus particulièrement ceux qui sont liés à la réalisation de l'objectif de la stabilité

monétaire : la banque centrale ne maîtrise plus le prix de la liquidité et de la masse monétaire à cause de l'abolissement des frontières entre les actifs monétaires et non monétaires. La pratique des crédits directs par les vendeurs ne permet plus à la banque centrale de limiter les crédits et de contrôler la masse monétaire à partir du taux de réserve obligatoire. Le taux de change n'est plus l'instrument efficace de l'objectif de contrôle des changes à cause de l'ouverture du marché des capitaux aux étrangers et de la spéculation prédominante. La banque centrale est incapable de défendre la parité de sa monnaie et de maîtriser, à court et long terme, les mouvements de capitaux.

Cette situation pousse certains économistes à considérer le PAS comme un élément de réponse à une véritable crise du Fordisme comprenant les pays capitalistes développés et ses périphéries. L'essoufflement du paradigme technologique ne pouvait plus faciliter les gains de productivité dans le centre et répondre ainsi à l'accroissement continu et spectaculaire de la consommation populaire. Le PAS est un moyen efficace pour accentuer le transfert de la plus value en forçant de nouveaux espaces (DIMASSI H. ; BEDOUI A.). En plus du transfert international nous assistons aussi à un transfert national. En effet, dans la plus part des pays sous développés, l'application rapide du PAS, sans dé monopolisation insuffisante pour engendrer un véritable mécanisme concurrentiel, a permis aussi la création d'une situation de rente et de groupes restreints bénéficiant de ses avantages.

Bien que les avis soient partagés sur ce débat, nous concevons que les différentes parties tirent profit de cette nouvelle stratégie mais le problème qui se pose est celui des proportions et du prix à payer à court et long terme. Aujourd'hui, ce débat prend une troisième dimension. Elle est aussi importante que les précédentes. Les analyses actuelles se préoccupent du processus de restructuration à long terme. Elles ne concernent plus les effets du PAS sur la croissance seulement mais aussi sur la réduction de la pauvreté et la préservation des écosystèmes qui sont liées au bien être humain.

Durant la période de lancement, le PAS n'a jamais eu pour objectif général ou spécifique de promouvoir des réformes valorisant le développement durable. Il n'a pas cherché aussi à modifier les schémas de la consommation ou de l'utilisation des ressources naturelles. Ce n'est qu'au début des années 90 que la banque mondiale, face à la défection du secteur public, a nuancé les objectifs de base du financement en introduisant la notion de développement durable et de réduction de la pauvreté. Les effets du PAS sur le développement durable se regroupent en trois aspects : l'économique, le social et l'environnemental.

Au niveau économique la mauvaise répartition des coûts et bénéfices de la privatisation engendrent des disparités de revenus entre les individus, les régions et même les générations. La privatisation, la libéralisation et la réduction des investissements publics engendrent la faillite des entreprises locales et limitent la création d'emplois. Ces effets déstabilisent le marché de l'emploi et risquent d'amplifier le chômage. Les politiques de restriction des dépenses sociales (santé, éducation et culture) détériorent les services sociaux, accentuent la pauvreté et découragent la stabilisation démographique. Même les économistes qui prétendent que les stratégies de développement basées sur le PAS peuvent promouvoir un mode de croissance qui allège la pauvreté ne peuvent pas étendre leur analyse à la période de stabilisation. En effet, les conséquences négatives sur la création de l'emploi peuvent engendrer l'amplification du secteur informel caractérisé généralement par un emploi occasionnel. Le secteur informel pourrait devenir un réservoir du chômage qui ne pourra plus soutenir le secteur formel. C'est ainsi que le processus de croissance à long terme pourrait

être sérieusement affecté. Cette affectation est aggravée lorsque la banque centrale ne maîtrise plus les instruments de la politique financière.

Le concept du bien être humain reste difficile à cerner puisque nous sommes obligés à chaque fois de privilégier soient les conditions économiques soient les conditions sociales soient les conditions écologiques. Les mutations spatiales et les disparités régionales pourraient nous renseigner sur l'évolution du bien être humain dans la mesure où l'élargissement des écarts entre les régions favorisées et défavorisées pourraient engendrer un déséquilibre nuisant. Les mécanismes du PAS qui affectent les mutations spatiales découlent des fondements de base des politiques de développement durant l'application du PAS.

b- Les effets théoriques régionaux du PAS

En Tunisie, les effets du plan d'ajustement structurel sur les disparités régionales sont dégagés en se référant aux fondements de base des stratégies de la troisième et de la quatrième décennie de développement (1981-2001).

Avant l'application du PAS et durant la deuxième stratégie (1972-1981), la politique régionale a connu, dans sa conception du développement et ses modalités d'intervention, une rupture nette avec le passé. Elle est liée à une réorientation libérale de l'économie caractérisée par un renforcement du secteur privé, une protection du marché national et une politique d'industrialisation tournée vers l'exportation. Elle est focalisée sur les moyens (déconcentration administrative et la décentralisation industrielle) et les mesures d'incitations. La politique de développement régional qui a été inspirée du plan d'ajustement structurel est liée à la stratégie de la troisième décennie (1981-1991) marquant l'annonce de la crise mondiale et consacrant le choix libéral par le renforcement des priorités de la stratégie précédente. Elle a été caractérisée par l'amélioration et la création des programmes de développement d'une part et par l'adaptation et l'extension des encouragements à l'investissement dans les industries manufacturières d'autres part. Ces encouragements sont étalés jusqu'aux facilités des formalités de création, extension ou renouvellement. Cette politique a pour objectif le rééquilibrage du développement en essayant de bien répartir l'activité entre les régions par les mesures d'incitation et d'encouragement. Parallèlement, cette politique conçoit l'amélioration du niveau de vie des zones les plus défavorisées par le renforcement du FONOPRA. Cette politique est une sorte de recentrage de la Tunisie qui, sans négliger l'Est, consiste à stimuler la croissance à l'Ouest.

La politique de développement régional liée à la quatrième stratégie (1992-2001) confirme le désengagement économique de l'Etat par l'adoption et le renforcement des mêmes priorités que la décennie précédente par des mesures d'incitation et d'encouragement. Cette stratégie qui correspond à la fin de la période de la stabilisation du PAS se démarque par rapport à celle de la décennie précédente par la libéralisation des importations, l'introduction de la dimension régionale dans la politique de développement global et la prise en compte des dimensions sociales et culturelles du développement.

Au niveau régional, la détermination des orientations et des priorités nationales à partir des préoccupations locales respectant la cohérence entre la stratégie nationale et les plans régionaux constituent un pas de plus dans la prise en compte de l'espace dans le développement. La réduction des disparités régionales, considérées jusque là comme un devoir patriotique et un sacrifice, s'inscrit alors comme un facteur de développement global. La stratégie de développement conçoit la participation des régions dans l'œuvre du développement, le renforcement de l'esprit de solidarité et de complémentarité entre les régions et la nécessité de la mobilisation des ressources régionales pour asseoir une dynamique propre s'appuyant essentiellement sur l'initiative privée.

La politique de développement régional repose aussi sur une vision horizontale tendant à diffuser le développement de l'Est vers l'Ouest et à abandonner la vision nord-Sud par la distinction de trois régions : les régions de l'intérieur, les régions du littoral et les régions médianes.

La politique de développement régional distingue deux principales orientations. A l'Ouest, les objectifs de la politique de développement se focalisent sur la promotion des activités agricoles et touristiques, l'incitation à l'exploitation des ressources naturelles et le renforcement de l'activité économique des régions frontalières. A l'Est, l'objectif dominant est celui du développement des zones littorales en se basant sur les pôles de croissance et en préservant les ressources naturelles. C'est une politique de décentralisation industrielle et de développement des périphéries urbaines pour décongestionner les grandes agglomérations et faciliter la promotion de la PME. La politique de développement régional préconise explicitement la réduction des disparités sans se fixer d'objectifs prévisionnels.

Les stratégies du développement liées au PAS consolident le choix libéral par le renforcement du secteur privé et la politique d'industrialisation tournée vers l'exportation. C'est une stratégie qui est basée sur la théorie des avantages comparatifs. La théorie néoclassique de la spécialisation régionale conçoit, à long terme, l'amélioration du niveau de vie national et implicitement la réduction des disparités. Cette conclusion n'est pas automatique à cause des conditions de concurrence pure et parfaite et de libre échange, d'une part, et des incohérences qui peuvent surgir entre les objectifs stratégiques et les politiques de développement régional, d'autre part. La réduction théorique des disparités pourrait être affectée, aussi, par l'incohérence entre la stratégie globale de développement et les mesures d'encouragement et d'incitation de la politique régionale.(GHARBI M.N 95)⁴

CONCLUSION

En Tunisie, la politique de développement régional a évolué depuis l'indépendance : de l'expérience de développement polaire de F. PEROUX durant la première décennie à l'expérience « sociaux libérale » caractérisée par l'amplification de la crise mondiale et la stabilisation du plan d'ajustement structurel durant la quatrième décennie de développement, en passant par une expérience « libérale » correspondant à une réorientation et une consolidation du choix libéral durant la 2ème et la 3ème décennies de développement.

Dans cet article, nous avons analysé l'évolution des disparités régionales et le processus de convergence en Tunisie durant ces quatre décennies. La convergence est mesurée à partir de l'évolution des changements structurels des systèmes productifs régionaux. L'évaluation des tendances de disparités à été effectuée à l'aide d'indicateurs de localisation des activités et des spécialisations régionales. Il apparaît que le processus de croissance a été caractérisé par un rééquilibrage global sur le littoral durant la première décennie par la création des pôles de développement de Bizerte et de Gabès.

Avant l'application du PAS, il semble que le déséquilibre entre les régions ne tend pas vers la réduction des disparités. En effet, la structuration de l'économie nationale s'opère à partir des régions défavorisées alors que la structure des régions favorisées et surtout la région du Nord-Est se revalorise relativement. Les régions défavorisées risquent de se trouver en état d'infériorité dans la compétitivité qui oppose le pays au phénomène du développement.

⁴ Gharbi M. Nejib thèse de doctorat d'état 1995 FSEG Tunis

Durant la période de stabilisation, nous observons un redressement relatif de la situation et une convergence vers la situation prévalant avant la crise de surendettement. Nous pouvons relever ainsi, durant la période de stabilisation, une tendance à la réduction relative des disparités. Cependant, il est nécessaire de nuancer les conclusions par l'étude de la nature de l'emploi des activités concernées. L'analyse du tableau des quotients de localisation a permis de repérer rapidement la spécialisations progressive des régions de l'Ouest du pays dans les activités ayant généralement des situations d'emplois précaires : sur-représentation dans le Nord-Ouest et du Centre-Ouest dans le bâtiment et travaux publics ou bien sur-représentation de l'activité des mines dans le Sud-Ouest.

La prise en compte des disparités des systèmes productifs régionaux renouvelle le débat sur la convergence en Tunisie. Les régions restent, encore, caractériser par une structure économique duale entre un littoral développé et un intérieur en difficulté. Cette situation de déséquilibre a été consolidée, au début, par le développement polaire de la première stratégie de développement. Ce déséquilibre persiste dans le temps à travers un processus de convergence très faible malgré le redressement de la situation durant la période de stabilisation et en présence de programmes de développement local. Les résultats dégagés tendent à confirmer le principe de verrouillage des régions de l'intérieur du pays développé dans la théorie de la formation des agglomérations qui montre que la croissance dépend aussi bien des conditions économiques que des conditions géographiques.

Notes

(1) Le quotient de localisation est le rapport entre l'effectif observé et l'effectif théorique d'une modalité à l'intérieur d'un tableau de contingence spatial.

Le quotient de localisation est le rapport entre la proportion du niveau de l'emploi atteint dans une activité dans la région et la proportion de la même activité dans le pays. Si le quotient de localisation est supérieur à 1, l'activité est sur-représentée dans l'unité spatiale et inversement s'il est inférieur à 1. Pour une valeur 1, le quotient de localisation signifie que la concentration de l'activité dans la région est égale à celle de l'ensemble du pays.

Le quotient de localisation de Sargent FLORENCE est égal à :

$$QL_{ij} = \frac{X_{ij} / X_{i.}}{X_{.j} / X}$$

avec :

X_{ij} : la population active de la branche i dans la région j $X_{.j}$: la population active de la région j . $X_{i.}$: la population active nationale de la branche i . X : la population active nationale.

La valeur attendue de l'indice est $QL_{ij}=1$. Une valeur supérieure à 1 indique une spécialisation du lieu i dans l'activité j ou (ce qui revient au même) une localisation préférentielle de l'activité j dans le lieu i . Une valeur inférieure à 1 indique au contraire une sous-représentation de l'activité i dans le lieu j .

(2) Le coefficient de localisation :

$$CL_i = \sum_{j=1}^q \frac{1}{2} \left| \frac{X_{ij}}{X_{i.}} - \frac{X_{.j}}{X} \right|$$

Le coefficient de localisation représente l'écart entre le profil d'une activité et le profil général de l'ensemble de référence. Cette indice qui est analogue à l'indice d'ISARD est compris entre 0 et 1.

(3) Le coefficient de spécialisation :

$$CS_j = \sum_{i=1}^q \frac{1}{2} \left| \frac{X_{ij}}{X_{.j}} - \frac{X_{i.}}{X} \right|$$

Le coefficient de spécialisation est l'écart entre le profil d'une région et le profil général de l'ensemble du pays. Cette indice, analogue à l'indice de MERENE et SCHOUMAKER est compris entre 0 et 1.

BIBLIOGRAPHIE

ANSELIN L., 1993, "Exploratory spatial data analysis and geographic information systems", Research paper 9329, Regional Research Institute West Virginia University Morgantown WV 26506-6825.

BARRO Robert J. and Xavier SALA -I- MARTIN, 2003, "Economic Growth" 2nd edition, MIT Press.

BAUMONT C. HARIOT J. -M., 2000, Urban economy in retrospect: continuity or change?, dans HURIOT J. -M, THISSE J. -F. (eds), Economics of cities, theoretical perspectives, Cambridge University Press, Cambridge.

BEDOUI A., 2003, « Pensée sociale critique pour le XXI^{ème} siècle, Critical social thought for the XXIst century », Mélanges en l'honneur de/ Essais in honour of Samir AMIN, Forum du tiers monde » l'Harmattan pp. 405-424

BERNARD A. B. and DURLAUF S. N., 1996, „interpreting test of convergence hypotheses“, Journal of Econometrics, vol. 71.

BOUZAIANE L., 1992, « Ajustement structurel, croissance et demande intérieure », Annales d'économie et de gestion, n°2, pp. 21-36.

CLING J.P., 2002, Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté, Economica.

DALL'ERBA S., 2004 , Les politiques de développement régional en Europe à la lumière des outils récents de la science régionale, Thèse soutenue en juin 2004 ; Université de l'Illinois, Urbana champaign.

DALL'ERBA S. et J. LEGALO, 2005, « Dynamique du processus de convergence régionale en Europe », Région et développement n°21.

DE SOLAGES O., 1997, croissance ou développement des tiers -mondes, L'Harmattan.

DIMASSI H., 1992, « Quelles bases pour une alternative au PAS ? », Annales d'économie et de gestion, n°2, pp; 204-212.

ENGLMANN F. C. and WALZ U., 1995, „Industrial Centers and regional growth in the presence of local inputs, Journal of regional science, 35.

GHARBI M. N., 1995, Disparités régionales et politiques de développement : cas de la Tunisie, Doctorat d'Etat, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis.

GHARBI M. N., 2001, « Les disparités régionales : importance et évaluation », Revue tunisienne d'économie, n°11.

GRIFFIN K., 1989, Stratégie de développement, Economica.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 1966, 1975, 1984, 1994 et 1999, Caractéristiques économiques de la population, Recensement général de la population et de l'habitat.

MERENE et SCHOUMAKER, 1991, La localisation des industries, Editions NATHAN Université.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, mai 1999, Evaluation du programme régional de développement 1987-1996.

MINISTERE DU PLAN, 1962, 1972, 1982, 1992 et 2002, Les perspectives de développement de la Tunisie, de la première à la cinquième décennie.

PERROUX F., 1969, L'économie du XX^{ème} siècle, Paris, PUF.

REED D., 1999, Ajustement structurel et développement durable, L'Harmattan.

SOLOW R., 1956, A contribution to the theory of economic growth, quarterly journal of economics, 70.

VALEYRE A., 1993, « Mesure de dissemblance et d'inégalité interrégionales », Revue d'Economie Régionale et Urbaine ; n°1.

ANNEXE

Tableau n° 1 : Evolution structurelle de l'emploi par branche d'activité

	Année 1975		Année 1984		Année 1994		Année 2004	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
I Al Tab	19230	2,4%	28150	2,3%	48605	2,7%	61024	2,6%
Mat. Cons	10130	1,3%	27380	2,3%	33505	1,9%	36718	1,6%
Ind M. Elec	25730	3,2%	29670	2,4%	48582	2,7%	77776	3,3%
Ind Chimique	7540	0,9%	11180	0,9%	16923	0,9%	24403	1,0%
Ind Text. Cui.	145010	18,2%	203890	16,8%	239947	13,4%	272913	11,5%
Ind Manuf. D.	27520	3,5%	44850	3,7%	68154	3,8%	81870	3,5%
Mines Ener.	38110	4,8%	38030	3,1%	36764	2,1%	33664	1,4%
B T P	128360	16,1%	237490	19,5%	305761	17,1%	380855	16,1%
Commerce	86570	10,9%	118340	9,7%	217890	12,2%	310527	13,1%
Trans. Com.	56021	7,0%	86700	7,1%	112044	6,3%	159222	6,7%
Hotel Rest.	30061	3,8%	35520	2,9%	75727	4,2%	105515	4,5%
Banques As.	7710	1,0%	13060	1,1%	21991	1,2%	26634	1,1%
Rép. Serv Ent	47420	6,0%	70330	5,8%	81999	4,6%	115005	4,9%
Ens San Adm	87690	11,0%	250950	20,6%	385344	21,6%	544900	23,1%
Aut. serv	78220	9,8%	20430	1,7%	90864	5,1%	132945	5,6%
total	795322	100%	1215970	100%	1784100	100%	2363973	100%

Source : Nos calculs effectués à partir des données statistiques des recensements de l'INS

Nomenclature des activités industrielles

I Al Tab	: Industrie alimentaire et tabac
Mat. Cons	: Industrie des matériaux de construction
Ind M. Elec	: Industrie mécanique et électrique
Ind Chimique	: Industrie chimique
Ind Text. Cui.	: Industrie textile, habillement et cuir
Ind Manuf. D.	: Industrie manufacturière diverse
Mines Ener.	: Mines et énergie
B T P	: Bâtiment et travaux publics
Commerce	: Commerce
Trans. Com.	: Transport et télécommunication
Hotel Rest.	: Hôtellerie et restauration
Banques As.	: Banques et assurances
Rép. Serv Ent	: Réparation et service d'entretien
Ens San Adm	: Enseignement, santé et administration
Aut. Serv	: Autres services

Tableau n° 2 : Les Systèmes productifs régionaux en 2004

	N.Est	N. Ouest	C. Est	C. Ouest	S. Est	S. Ouest	Total
I AI Tab	2,8%	2,4%	2,5%	2,5%	2,1%	2,0%	2,6%
Mat. Cons	1,7%	1,1%	1,9%	1,0%	1,6%	0,4%	1,6%
Ind M. Elec	4,9%	0,9%	3,4%	1,0%	1,1%	0,7%	3,3%
Ind Chimique	1,0%	0,5%	1,2%	0,2%	2,3%	1,0%	1,0%
Ind Text. Cui.	11,6%	4,7%	19,8%	4,9%	5,3%	4,0%	11,5%
Ind Manuf. D.	3,6%	1,8%	5,0%	2,2%	2,5%	1,4%	3,5%
Mines Ener.	1,3%	1,3%	1,0%	0,7%	1,4%	7,0%	1,4%
B T P	11,5%	24,3%	14,7%	29,6%	20,0%	17,7%	16,1%
Commerce	13,0%	12,4%	12,5%	14,8%	16,3%	10,7%	13,1%
Trans. Com.	7,2%	6,4%	6,0%	6,2%	7,2%	7,2%	6,7%
Hotel Rest.	4,3%	3,4%	5,0%	1,9%	8,1%	3,9%	4,5%
Banques As.	2,0%	0,4%	0,5%	0,3%	0,5%	0,4%	1,1%
Rép. Serv Ent	5,9%	3,6%	4,6%	3,2%	4,2%	3,6%	4,9%
Ens San Adm	22,8%	31,2%	17,6%	27,2%	23,0%	31,8%	23,1%
Aut. serv	6,5%	5,7%	4,5%	4,3%	4,5%	8,2%	5,6%
total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Nos calculs effectués à partir des données statistiques des recensements de l'INS

Liste des abréviations

PAS : plan d'ajustement structurel.